

Le ministre de la Justice britannique demande la fermeture de Guantanamo

en accord avec les normes internationales ».

Partage international n° [215](#) - Juillet 2006

Dans son discours donné en mai 2006 au Royal United Services Institute de Londres, le ministre de la Justice britannique, Lord Goldsmith, a demandé la fermeture du camp de détention américain de la baie de Guantanamo où 490 prisonniers sont détenus sans jugement. Il a déclaré que « *l'existence de Guantanamo était inacceptable* » et sérieusement mis en doute le fait que la détention « *pour une durée indéterminée de « combattants ennemis » soit juste ou légale* ».

« Il est temps que le camp ferme ses portes. Il ne serait pas seulement juste de fermer Guantanamo par principe, mais je pense que cela permettrait également de faire disparaître ce qui est devenu pour beaucoup, à tort ou à raison, un symbole de l'injustice. La tradition historique des Etats-Unis en tant que flambeau de liberté et de justice mérite que ce symbole disparaisse. »

Lord Goldsmith a ajouté que les Britanniques « *ne croient pas que les tribunaux militaires américains puissent proposer aux détenus de Guantanamo les garanties suffisantes pour être jugés équitablement*

Sources : www.bbc.co.uk

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Le respect de la loi](#) (« Chaque fois qu'il y a affaiblissement de la loi... et accroissement général du désordre, alors je me manifeste. » (Bhagavad Gita). La promesse de Krishna, l'Avatar, semble particulièrement d'actualité. C'est pour tenir cette promesse que Maitreya, l'Avatar de notre ère, est présent dans le monde à une époque où l'anarchie est si répandue. Lorsqu'une nation parvient à l'âge adulte, à la maturité, les relations qu'elle établit avec les autres changent du tout au tout. Elle commence à respecter l'autorité de la loi qui unit toutes les nations, les liant dans leurs responsabilités et leurs besoins mutuels. Le développement vers la maturité se signale précisément par un tel respect des lois que les hommes ont estimées nécessaires pour vivre ensemble en paix... Lorsque, parmi les nations, l'on ignore l'autorité de la loi, c'est le monde entier qui en souffre. » (Le Maître — PI, avril 2004)
Actuellement, les traités et les résolutions de l'Onu sont méprisés, et les lois nationales et internationales sont bafouées. Dans ce contexte, nous présentons des brèves mettant en exergue la nécessité d'un respect renouvelé de la loi.)